

PCF

**Bulletin
d'information
édité**

**par les communistes de
TARBES**

ISSN :2109-0777

LE CHIFFON ROUGE

Vite !
A gauche toute



Un jour le mur tombe

Elle l'a montré au monde entier, dans ses moments les plus difficiles, la France est un grand pays démocratique. Mais pas tous les Français ! Et elle a su se débarrasser de ses traîtres. Sarkozy, son gouvernement, sa majorité de droite au Parlement, au service exclusif du MEDEF et de la finance, seuls contre l'immense majorité populaire, refusent d'entendre l'aspiration profonde à une société plus juste, solidaire, dont le moteur doit être le progrès pour tous. Leur réforme du système de retraite est le symbole de leur asservissement aux exigences des gros actionnaires ; le financement constitue le fond de l'affaire. L'argent qui est détourné vers la richesse et la finance ne peut pas servir à satisfaire les besoins populaires.

L'opposition du peuple a rarement été aussi forte, des cortèges de manifestants jamais vus à Tarbes, dans le pays.

Et rien n'y fait, ils passent en force.

Mais la résistance, la mobilisation, alimentées par une légitime colère peuvent encore s'amplifier. Ils sont passés en force mais leur bataille n'est pas gagnée et les petits arrangements gouvernementaux n'y feront rien. Il devient de plus en plus évident pour un nombre toujours plus grand qu'il faut se défaire de tous ces serviles valets de la finance, arrogants, méprisants, qui foulent aux pieds la volonté du peuple.

Tout le monde tient 2012 dans sa ligne de mire. Soit.

Mais parfois les murs tombent sans qu'on ne s'y attende ; le 13 juillet 1789, personne ne savait que le lendemain, la Bastille serait prise ; personne ne s'attendait à une chute si rapide du mur de Berlin, personne ne prévoyait au mois de décembre que le peuple Tunisien mette à la porte Ben Ali et que l'Egypte se révolte... Rien n'est encore écrit, et selon l'accroissement et l'amplification de la pression populaire, l'élargissement encore de ce rassemblement d'opposition et de résistance, les événements peuvent se précipiter.

Il faut donc dès maintenant être prêts.

Ce sont les citoyens, les électeurs qui choisissent ceux qui sont censés les représenter dans les Institutions de la République. La responsabilité de chacune et de chacun est première ! Leur choix fera ou ne fera pas, que ces institutions soient porteuses de leurs attentes et de leurs intérêts. Donc, ne pas oublier le désastre du Sarkozysme, se dégager des schémas et représentations rendus obsolètes par l'histoire, qui peuvent paralyser l'analyse lucide, rendre sensible à la crainte, la peur, alimenter la démission ou pire, la tentation vengeresse régressive et dangereuse de l'extrémisme.

Osons attaquer le mur de l'argent !

La Gauche, la vraie, devra s'en donner les moyens. Il lui faut la force de la grande majorité du peuple, qui y a intérêt. Et il lui faut des femmes et des hommes résolus à ne pas flancher. On en connaît déjà sur lesquels on ne peut pas trop compter, ou dont on n'est pas vraiment sûrs. Le Front de Gauche « PCF, Parti de Gauche, Gauche Unitaire, femmes et hommes non engagés dans des formations politiques » travaille à cela. Il vous invite à élaborer un « Programme Partagé » pour qu'il soit le vôtre, le nôtre, et qu'ensemble nous le fassions triompher.

Nous vous invitons donc à piocher, pour attaquer ce mur, à multiplier nos coups de pioches d'ores et déjà, une prochaine étape se profilant avec les élections cantonales. **Sauf précipitation de l'histoire.**

Michel CASSAGNE

EAU : TREMEGE VEUT PRIVATISER SANS RIEN DEMANDER A PERSONNE

Le maire de Tarbes a lancé la procédure pour mettre en délégation de service public le traitement des eaux de Tarbes. Cela signifie remettre aux monopoles privés de l'eau (VEOLIA, LYONNAISES des EAUX...) le juteux marché du retraitement de notre eau, en cédant au privé la reconstruction de l'usine d'épuration de Tarbes Ouest. Cette initiative est totalement en recul par rapport aux pratiques de nombreuses communes qui ont décidé de passer en régie municipale pour le traitement de l'eau, par exemple Paris, Grenoble mais aussi Castres, municipalité UMP.

Les associations de consommateurs, l'Institut Français de l'Environnement, montrent que la régie municipale est le mode de gestion du service public de l'eau le plus efficace pour l'emploi, le développement durable et le moins cher pour les usagers.

De plus si le privé récupère le traitement des eaux usées, la régie municipale garde l'entretien du réseau ainsi que le changement des conduites en plomb. Quand tout le réseau sera débarrassé du plomb l'on ne privatisera pas l'ensemble du service public de l'eau à Tarbes ?

Pour les usagers l'on peut craindre une augmentation des factures surtout quand le maire prévoit de faire acter une close pour les petites factures et les personnes âgées dans le contrat de concession.

Les grands monopoles de l'eau tirent bien leurs profits de quelque part.

Mais le plus grave c'est que cette délégation de service public que veut accorder Trémège, sera signée pour 20 ans avec possibilité au-delà de ce délai pour la mairie de racheter la concession, sans un seul débat avec les Tarbais sur un engagement de la ville pour une durée si longue.

Les communistes de Tarbes exigent l'ouverture d'un véritable débat sur l'approvisionnement et l'assainissement de l'eau de notre ville ; et ils vont dans les semaines qui viennent mener une campagne pour que ce débat ait lieu, afin que l'eau des Tarbais ne devienne pas une pompe à fric pour des multinationales.

Un bon score du Front de gauche aux prochaines cantonales sera un atout pour cette campagne.

Pierre LOZES

La Lyonnaise des Eaux boit la tasse à Saint-Orens

À partir du 1er janvier 2013, les services de l'eau et de l'assainissement relèveront d'une gestion publique directe à Saint-Orens-de-Gameville. Une décision entérinée par la communauté urbaine du Grand Toulouse, à laquelle appartient la commune. Le géant Lyonnaise des Eaux-Suez, délégataire de ces deux services, est donc écarté bien avant la fin du contrat avec la municipalité, prévue pour 2020. En outre, les tarifs – eau et assainissement confondus – ont baissé de 12% depuis le 1er janvier dernier.

Ce retour de l'eau et de l'assainissement dans la sphère publique, pour le bénéfice des usagers saint-orensais, est l'aboutissement d'une longue bataille menée dès l'élection, en 2001, de Christian Sempé (PCF) à la mairie. Longtemps la municipalité de gauche s'efforce de convaincre la communauté d'agglomération – devenue ensuite communauté urbaine – d'entreprendre un audit sur la délégation à la Lyonnaise des Eaux-Suez de ces deux services essentiels. C'est chose faite fin 2009.

Les conclusions de l'audit font apparaître que la société privée, délégataire depuis 1991, a déjà réalisé l'amortissement de son droit d'entrée, que les investissements sont insuffisants et que les tarifs sont élevés. Les habitants de Saint-Orens ont même le triste privilège de trouver dans leur boîte à lettres l'une des factures d'eau et d'assainissement les plus salées de la région toulousaine.

Enfin «La puissance publique reprend la main, se réjouit Christian Sempé. Il fallait intervenir, faire bouger les lignes du contrat. Sinon, les tarifs auraient continué d'augmenter.» En outre, d'importants travaux sur le réseau seront réalisés d'ici deux ans et les conduites en plomb remplacées.

Ce qui est possible à Saint-Orens ville de 10 000 habitants ne serait-il pas possible à Tarbes ville de 45 000 habitants.

BUDGET 2011 Ou est le social et le vivre ensemble ?

Le conseil municipal de Tarbes vient de voter son budget 2011. Les élus communistes (ainsi que les élus socialistes, radicaux et verts) ont voté contre ce budget.

Ce vote des élus PCF n'est pas motivé par une seule démarche obligatoire d'opposition, mais bien parce qu'il y a beaucoup à en dire !!

Bien sûr, la politique du gouvernement, soutenue par Gérard Trémège, étrangle les finances des communes en baissant les recettes et en augmentant les charges. Depuis longtemps, les communistes dénoncent cette situation et mènent un combat national afin de modifier cette situation.

Mais, une fois cette réalité posée, les choix opérés (à budget identique) pourraient être différents et mieux répondre aux besoins des Tarbais.

Notre ville est composée majoritairement d'une population précarisée (Tarbes est, au sein du Grand Tarbes, la commune dont la moyenne des revenus est la plus basse), d'une jeunesse victime d'un chômage massif (25% des 15 à 25 ans sont à la recherche d'un emploi).

Face à une telle situation, le budget se doit de donner une place au développement social et au vivre ensemble ;

- En donnant des moyens à une politique en direction de la jeunesse.

- En développant le service public municipal.

- En opérant des choix permettant de venir en aide à tous ceux qui vivent si mal.

Tout le contraire de ce budget. Le service public municipal mis à mal par la précarité, le nombre de contractuels à la mairie est passé de 5% en 2001 à 16% en 2010, et le maire ne prévoit aucun plan pour éradiquer cette précarité. De plus la masse salariale dévolue au service de l'eau a baissé en vu de la privatisation de l'assainissement. Le seul service qui est maintenu dans sa capacité est la police municipale. !!

Le service de la jeunesse est réorganisé mais le budget 2011 ne prévoit aucune création de postes pour répondre aux besoins.

Vous voulez un seul exemple d'autres choix possibles ?

En voici un : Les caméras vidéos de surveillance, leur installation, maintenance et personnel dévolu représentent une somme de 650 000 euros

Ne pensez-vous pas qu'il vaudrait mieux, en dialoguant avec les jeunes et l'ensemble des habitants et des intervenants de tous les quartiers de la ville, redonner ces moyens à la mise en place d'autres actions ? Il ne s'agit pas d'angélisme, mais seulement d'une conception du monde !!

D'ailleurs, qu'en pensez-vous, vous les Tarbais ? Car, dans ces choix, Mr Trémège et sa majorité ont commis un « oubli » de taille : vous consulter, bref ; la démocratie !

Toute ressemblance avec un Président de la République en exercice.....n'est pas fortuite

E Carrere



Surveiller et punir »

L'un des enjeux idéologiques de la droite porte sur une conception exclusivement répressive de la sécurité. Entretenir un climat de peur permet d'évacuer les questions sociales, économiques et politiques alors même qu'elles constituent les seules solutions véritablement efficaces pour construire le vivre-ensemble.

Le maire de Tarbes en faisant participer les représentants des forces de l'ordre aux réunions de quartiers donne l'impression que le seul souci des tarbais est l'insécurité alors que dans notre ville se développe, le chômage, la précarité, les bas salaires, le mal logement.

L'une des réponses qui semble communément admise est l'installation de caméras de surveillance et la ville de Tarbes vient d'en installer 33, concentrées en centre-ville, pour un coût d'installation de 500 000 euros + la maintenance annuelle qui s'élève à 150 000 euros, ainsi la mobilisation d'agents de surveillance qui ne sont plus présents auprès de la population, alors qu'une présence humaine permet une prévention efficace. De plus, afin d'assurer une présence de contrôle, les 19 policiers municipaux ont vu leur durée du travail s'allonger, puisqu'il n'y a pas eu d'embauche supplémentaire.

On ne peut que dénoncer le caractère liberticide de cette surveillance : regardés, épiés, surveillés, nous devenons, sous le regard de « little brothers », des suspects ou des victimes potentiels. Ce qui constitue le fantasme absolu

de toute société totalitaire, comme le montre Orwell dans son célèbre roman d'anticipation « 1984 ». Surveiller signifie que l'autre est un ennemi, les hommes du roman d'Orwell vivent dans un état de guerre perpétuelle. Et comment ne pas faire le rapprochement avec la menace terroriste brandie par le pouvoir pendant les grèves contre la réforme des retraites ? Le contrôle de l'humanité permet de figer les comportements grâce à la peur d'une menace réelle ou fantasmée, mais aussi d'annihiler tout mouvement social.

Mais nous en dénonçons l'inefficacité. Certes, la sécurité constitue un des droits fondamentaux du citoyen et d'ailleurs la droite exploite ce thème, tout en supprimant des postes dans la police nationale. Ne faudrait-il pas allouer les crédits qui servent à la maintenance de ces caméras, à l'embauche de personnels formés sur le terrain où ils pourraient à la fois faire de la prévention de manière dissuasive, intervenir plus rapidement pour non pas regarder les délits se commettre, mais les empêcher. Q'est-ce qui est essentiel ? Arrêter des coupables (quand c'est possible !) ou protéger les victimes ?

Les élus communistes se sont opposés par leur vote au conseil municipal qui a permis l'installation de ces caméras.

Carole Barbe conseillère municipale communiste

20 et 27 mars élections cantonales

Les 20 et 27 mars vous êtes appelés à voter pour vos conseillers généraux. Cette consultation est l'occasion de faire entrer au conseil général des élus qui résisteront à la politique de Sarkozy.

Le front de Gauche présentera sur les 3 cantons renouvelables de Tarbes .Des candidats pour une majorité de gauche porteuse d'exigences plus fortes

Candidats du front de gauche sur Tarbes

Canton 1. Titulaire : Laurent ROUGE (Gauche Unitaire), remplaçante : Marie Jo DELACRUZ (PCF)

Canton 2. Titulaire : Marcel CASSAGNE (Parti de Gauche), remplaçante : Sylvie MINVIELLE (Mouvement social)

Canton 5 .Titulaire : Carole BARBE (PCF) , remplaçant : Georges DUSSERT (Mouvement social)